

24 novembre 2021

(21-8867)

Page: 1/4

Comité des règles d'origine

Original: anglais

**NOTIFICATION AU TITRE DU PARAGRAPHE 4 DE L'ANNEXE II
DE L'ACCORD SUR LES RÈGLES D'ORIGINE**

RÈGLES D'ORIGINE PRÉFÉRENTIELLES

1. Le paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine dispose que les Membres communiqueront leurs règles d'origine préférentielles existantes ou nouvelles au Secrétariat aussitôt que possible, y compris une liste des arrangements préférentiels auxquels elles s'appliquent, et les décisions judiciaires et administratives d'application générale les concernant. Des listes des informations reçues et pouvant être consultées au Secrétariat seront distribuées aux Membres dans les documents de la série G/RO/N.

2. En outre, le Comité des règles d'origine est convenu que, s'agissant des règles d'origine préférentielles, les notifications présentées au Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) ou au Comité du commerce et du développement (CCD) pouvaient également être suffisantes aux fins de la conformité avec les obligations de notification au titre de l'Accord sur les règles d'origine (G/RO/M/59). Par conséquent, le Comité est convenu que les notifications initialement reçues par le CACR ou le CCD devraient également lui être distribuées par le Secrétariat. Les renseignements concernant ces notifications, y compris ayant trait aux règles d'origine préférentielles, peuvent également être obtenus au moyen des bases de données de l'OMC sur les accords commerciaux régionaux (<http://rtais.wto.org>) ou sur les accords commerciaux préférentiels (<http://ptadb.wto.org>).

3. En conséquence, la notification ci-après a été reçue:

ALBANIE

A. RÈGLES D'ORIGINE PRÉFÉRENTIELLES

La République d'Albanie a mis en œuvre des règles d'origine préférentielles comme suit:

1. Loi n° 98/2021 du 7 juillet 2021 sur la ratification de la Décision n° 1/2021 du Conseil de stabilisation et d'association UE-Albanie portant modification de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, par le remplacement de son protocole 4 relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative; et
2. Loi n° 82/2020 du 2 juillet 2020 sur la ratification de la modification du Protocole II de l'ALE entre la République d'Albanie et la République de Turquie, ratifié par la Loi n° 9733 du 14 mai 2007, relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux "méthodes de coopération administrative".

On trouvera ci-après une explication succincte concernant chacune des deux lois.

Résumé de la Loi n° 98/2021 du 7 juillet 2021 sur la ratification de la Décision n° 1/2021 du Conseil de stabilisation et d'association UE-Albanie portant modification de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, par le remplacement de son protocole 4 relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative

L'Union européenne, les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), la Turquie, les pays européens faisant partie du Processus de stabilisation et d'association (y compris la République d'Albanie et la République du Kosovo), ainsi que les pays méditerranéens faisant partie du Processus de Barcelone, les Îles Féroé, Moldova, l'Ukraine et la Géorgie, soit au total 54 pays, ont conclu ensemble une soixantaine d'accords de libre-échange. Chacun de ces accords comporte des régimes spécifiques en matière d'origine préférentielle et de coopération administrative. La coexistence de règles différentes ou de mêmes règles fondées sur des instruments juridiques différents est considérée comme un obstacle au développement des échanges entre ces États.

La Convention pan-euro-méditerranéenne ("Convention PEM") permet un cumul entre l'Union européenne, les pays de l'AELE, la Turquie, les pays ayant signé la Déclaration de Barcelone, les pays faisant partie du Processus de stabilisation et d'association, les Îles Féroé, Moldova, l'Ukraine et la Géorgie. Pour que le cumul prenne effet, les accords de libre-échange entre les parties doivent inclure des protocoles identiques concernant l'origine. C'est dans le but de moderniser, d'unifier et de simplifier les règles d'origine – et d'utiliser un ensemble unique de règles, celles de la Convention PEM, sous la direction de la Commission européenne – qu'a débuté depuis 2013 le processus d'examen des protocoles d'origine pertinents pour remplacement par la Convention PEM, et parallèlement le processus d'examen des règles d'origine de la Convention.

Les démarches se sont poursuivies en vue de l'adoption des règles d'origine préférentielles révisées, dans le cadre de la Convention PEM, pour remplacer le protocole relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative, dans les accords de libre-échange bilatéraux ou multilatéraux. En parallèle, ont été approuvées: i) la Décision du Comité mixte AELE-Albanie, ii) la Décision du Comité mixte Albanie-ALEEC, et iii) la Décision du Comité mixte Albanie-Turquie.

Au moyen de la lettre n° 8569183/20 du 15 décembre 2020, la Direction générale de la fiscalité et de l'Union douanière (DG TAXUD) a informé les pays participants de la zone pan-euro-méditerranéenne que le Conseil de l'Union européenne avait approuvé, le 7 décembre 2020, l'ensemble de décisions visant à introduire les nouvelles règles d'origine dans les protocoles des accords entre l'UE et les pays partenaires de ladite zone.

Par conséquent, le protocole existant de l'Accord de stabilisation et d'association UE-Albanie relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative sera remplacé par l'Annexe A qui contient les règles d'origine préférentielles, transitoires et alternatives, jusqu'à l'entrée en vigueur de la modification de la Convention PEM.

Ces règles communes et uniques permettront de faciliter et de développer les échanges commerciaux entre les pays signataires de la Convention avec lesquels notre pays applique un accord de libre-échange, car les nouvelles règles:

- sont plus simples et plus souples;
- permettent d'appliquer le cumul total de l'origine;
- permettent d'examiner et de modifier plus facilement les règles d'origine et autres règles connexes;
- incluent tous les pays des Balkans occidentaux, y compris la République d'Albanie et la République du Kosovo, dans la zone pan-euro-méditerranéenne aux fins du cumul diagonal et total; et
- offrent aux entreprises le choix entre les règles actuelles au titre de la Convention PEM et les règles transitoires "alternatives", les plus avantageuses pouvant être retenues.

Le fait d'introduire le même texte dans tous les accords bilatéraux créera une zone de cumul fondée sur les règles d'origine révisées transitoires, applicables parallèlement aux règles de la Convention PEM actuelle.

Une fois que la Convention aura été modifiée, approuvée par les parties et publiée au journal officiel de l'Union européenne et de l'Albanie, elle assurera une transition automatique de l'application des règles d'origine transitoires à l'application des dispositions de la Convention révisée, sans interruption des possibilités de cumul, et sans qu'il soit nécessaire de modifier à nouveau les protocoles pertinents des ALE bilatéraux.

La Décision n° 1/2021 du Conseil de stabilisation et d'association UE-Albanie portant modification de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, par le remplacement de son protocole 4 relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative, a été approuvée par le Conseil de l'Union européenne conformément au document UE-ALB 4952/21 notifié par le Secrétariat général du Conseil au moyen de la note SGS n° 21/002783 du 18 juin 2021 adressée à la Mission de la République d'Albanie auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

Le but du projet de loi est de ratifier la Décision n° 1/2021 du Conseil de stabilisation et d'association UE-Albanie portant modification de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, par le remplacement de son protocole 4 relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative.

L'Accord de stabilisation et d'association signé à Luxembourg le 12 juin 2006, et ratifié par la Loi n° 9590 du 27 juillet 2006 sur la ratification de l'Accord de stabilisation et d'association entre la République d'Albanie et les Communautés européennes et leurs États membres, régit notamment les relations commerciales entre la République d'Albanie et l'Union européenne et ses États membres, dans lesquelles les règles d'origine occupent une place importante pour le libre-échange.

L'Union européenne et la République d'Albanie sont parties à la Convention régionale sur les règles d'origine préférentielles pan-euro-méditerranéennes. La République d'Albanie a ratifié la Convention par la Loi n° 1/2012 du 26 janvier 2012 sur la ratification de la Convention régionale sur les règles d'origine préférentielles pan-euro-méditerranéennes. Le protocole 4 relatif aux règles d'origine au titre de la Convention PEM, qui ont été modifiées, fait partie des accords de libre-échange conclus par les pays parties à la Convention.

Résumé de la Loi n° 82/2020 du 2 juillet 2020 sur la ratification de la modification du Protocole II de l'ALE entre la République d'Albanie et la République de Turquie, ratifié par la Loi n° 9733 du 14 mai 2007, relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative

L'Albanie a conclu avec la Turquie un accord de libre-échange qui a pris effet en vertu de la Loi n° 9733 du 14 mai 2007 sur la ratification de l'Accord de libre-échange entre la République d'Albanie et la République de Turquie. L'Albanie applique le cumul diagonal des règles d'origine au titre de la Loi n° 10199 du 17 décembre 2009 sur la ratification du protocole additionnel n° 2 relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative, remplaçant le protocole n° 2 de l'Accord de libre-échange entre la République d'Albanie et la République de Turquie, entrée en vigueur en août 2012; L'Albanie a finalisé ses procédures internes visant à modifier l'Accord de libre-échange avec la Turquie pour mettre l'accent sur l'application des règles d'origine au titre de la Convention PEM. Par la Loi n° 82/2020 du 9 juillet 2020, le Parlement albanais a ratifié la modification du Protocole II de l'Accord de libre-échange entre l'Albanie et la Turquie relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux "méthodes de coopération administrative".
